



Plan d'action 2002

Rapport d'étape

Rapport sur les activités menées par les groupes de travail pour exécuter le Plan d'action 2002 de la Conférence des ministres des Mines, soumis lors de la 60^e Conférence des ministres des Mines

Halifax (Nouvelle-Écosse) • Septembre 2003



Introduction

Le présent rapport d'étape fait état des mesures prises à l'égard des grandes questions touchant l'industrie minière au Canada, sous la direction des ministres des Mines fédéral, provinciaux et territoriaux, lors de leur conférence de 2002.

Les divers rapports qui constituent ce document ont été rédigés par des groupes de travail établis par le Groupe de travail intergouvernemental sur l'industrie minière (GTIGIM) ou par les fonctionnaires chargés des dossiers en question.

Par conséquent, les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de l'ensemble des membres du GTIGIM.

Les demandes de renseignements au sujet de ce rapport doivent être adressées au :

Secrétariat du GTIGIM
a/s Division de la politique stratégique
Secteur des minéraux et des métaux
Ministère des Ressources naturelles du Canada
580, rue Booth, 10^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E4

Téléphone : (613) 992-4409
Télécopieur : (613) 992-8581
Courriel : jbunge@rncan.gc.ca

La restauration des mines orphelines ou abandonnées

Les ministres ont convenu avec les groupes d'intérêt et les représentants de l'industrie que le développement de stratégies de restauration des sites miniers abandonnés adaptées aux besoins de chaque gouvernement est une priorité à court terme.

En continuité avec le mandat accordé au comité aviseur multipartite, les ministres ont demandé que :

- *Les questions reliées aux barrières réglementaires et institutionnelles à la collaboration soient étudiées;*
- *Un guide des pratiques exemplaires et des lignes directrices, favorisant la participation des communautés locales, soit élaboré;*
- *Un système de gestion de l'information et d'établissement des priorités soit développé;*
et
- *Diverses approches de financement soient explorées et que les options privilégiées soient documentées.*

De plus, les ministres ont demandé d'obtenir des recommandations spécifiques répondant à ces attentes lors de leur prochaine Conférence.

CONTEXTE

Lors de la conférence qu'ils ont tenue à Québec en 2001, les ministres des Mines ont convenu de l'importance de mettre en place un programme à grande échelle en vue de la restauration des sites miniers orphelins ou abandonnés. Ils ont demandé qu'un comité de consultation multipartite sur les mines orphelines ou abandonnées soit établi afin que soient étudiées diverses questions et initiatives ayant trait à la formation de partenariats dans le cadre de la mise en oeuvre de programmes de restauration à travers le Canada. Les ministres ont précisé que chaque gouvernement provincial et territorial élaborera sa propre stratégie de mise en oeuvre afin de répondre à ses besoins particuliers.

Le Comité national de consultation sur les mines orphelines ou abandonnées (Comité national de consultation) est un partenariat coopératif entre l'industrie minière canadienne, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT), les organismes environnementaux non gouvernementaux et les Premières nations. Les travaux du Comité national de consultation sont financés conjointement par l'industrie et par les organismes gouvernementaux. Le Comité national de consultation s'est réuni pour la première fois à Toronto, en mars 2002 et il a présenté son premier rapport aux ministres des Mines à Winnipeg, en septembre 2002.

Les ministres ont alors convenu avec les représentants des parties intéressées et de l'industrie que l'une des priorités consiste à maintenir l'accent sur l'élaboration, à court terme, de stratégies pour la restauration des sites miniers orphelins ou abandonnés qui répondent aux besoins de chaque administration. En prolongeant le mandat du Comité national de consultation, les ministres ont demandé :

- que soient étudiés les enjeux liés aux obstacles réglementaires et institutionnels à la collaboration;
- que soient élaborés des principes directeurs et un recueil de pratiques exemplaires en vue de favoriser la participation véritable des collectivités;
- que soit élaboré un processus précis de gestion des données et de priorisation;
- que soient documentées les options préférées et les méthodes de financement.

Les ministres ont aussi demandé que leur soient présentées des recommandations à l'égard de ces enjeux, en prévision de leur prochaine conférence.

ÉTAT D'AVANCEMENT

Parmi les principaux résultats des travaux exécutés au cours de la dernière année, notons :

- un atelier et des recommandations visant à promouvoir et à améliorer la restauration volontaire;
- un rapport sur les modèles de financement et des recommandations aux fins de leur mise en oeuvre;
- une structure à deux niveaux pour définir les mines abandonnées et les sites minéraux connexes – cette structure permettra une classification appropriée des sites minéraux;
- une brochure visant à orienter la mobilisation et la participation des collectivités dans le cadre des initiatives de restauration;
- un site Web sur l'Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées (INMOA) (www.abandoned-mines.org) qui vise à favoriser l'échange de l'information et le transfert de la technologie.

Les rapports d'étape et les recommandations de chaque groupe de travail sont publiés au site Web de l'INMOA.

Le Comité national de consultation s'est réuni en juillet 2003 pour examiner les mesures déjà prises et pour résumer les recommandations concernant les activités futures. Il a été reconnu que la plupart des groupes de travail avaient atteint les objectifs fixés au départ et que les prochaines étapes allaient consister à élaborer un cadre d'action intégré afin d'orienter les activités futures dans chaque administration.

C'est pourquoi le Comité national de consultation recommande que son mandat soit prolongé en vue de fournir aide et assistance aux administrations qui en auront besoin pour réaliser leurs examens, particulièrement quant à la responsabilité, aux méthodes de financement et à l'établissement de l'inventaire. Les éléments clés du projet de Cadre d'action pour les mines orphelines ou abandonnées (Cadre d'action) sont résumés à l'annexe 1.

L'une des pierres angulaires du projet de Cadre d'action consiste en l'engagement des ministres des Mines à faire en sorte que toutes les administrations oeuvrent en collaboration à l'homogénéité des approches législatives et réglementaires ainsi qu'à l'adoption de pratiques favorisant le recours à des mesures de restauration qui sont claires, prévisibles, concertées et efficaces. En élaborant le projet de Cadre d'action, le Comité national de consultation et ses groupes de travail se guident sur les principes énoncés ci-après.

- Les sites miniers orphelins ou abandonnés constituent un grave problème à travers le Canada et ce problème doit être traité d'une façon concertée, coopérative, transparente et efficace. Bon nombre de ces sites sont une source de préoccupations dans les domaines de l'environnement, de la santé, de la sécurité et de l'économie, pour les collectivités locales, l'industrie minière, les organismes de défense de l'environnement et de conservation, les peuples autochtones et les gouvernements. La mise en commun par les diverses administrations des expériences qu'elles ont accumulées fera naître des possibilités d'améliorer l'efficience, l'efficacité et les paramètres économiques.
- Les travaux du Comité national de consultation et des groupes de travail doivent respecter les droits existants – issus de traités – des peuples autochtones (article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*). De plus, les politiques de consultation, les règlements administratifs, les codes, etc. des Premières nations doivent être pris en compte dans la mesure où ils s'appliquent à la situation.
- L'analyse critique des lois, des politiques et des pratiques en place dans toutes les administrations afin de promouvoir la prise de mesures concertées, efficaces, homogènes et transparentes par les gouvernements, les collectivités, les organismes à but lucratif et les bénévoles pourrait se traduire par des occasions de réduire ou d'éliminer les répercussions d'ordre humain, environnemental et social des mines orphelines ou abandonnées.
- À elle seule, l'action volontaire ne pourra venir à bout des répercussions d'ordre humain, environnemental et social des mines orphelines ou abandonnées. On doit examiner et utiliser d'autres instruments.
- Le Cadre d'action doit être réaliste et axé sur les résultats. De plus, il doit tenir compte des objectifs communs; reconnaître les droits et les responsabilités de toutes les parties intéressées, notamment le public; répondre aux besoins en matière d'approches réglementaires et législatives FPT concertées et en matière d'engagements financiers appropriés; englober des partenariats entre l'industrie et le gouvernement.

RECOMMANDATIONS

- Les ministres des Mines devraient appuyer la poursuite des travaux du Comité national de consultation ainsi que les initiatives lancées par ce comité au cours de la prochaine année, notamment la mise en oeuvre du Cadre d'action (annexe 1).

- Le Comité national de consultation devrait surveiller l'élaboration du Cadre d'action et des lignes directrices connexes.
- Des ressources humaines et financières suffisantes devraient être affectées à l'élaboration et à l'application du Cadre d'action, à la surveillance de cette application et à l'éventuelle révision du Cadre d'action.
- Parmi les éléments clés du Cadre d'action proposé pour 2004, notons :
 1. l'élaboration d'un cadre stratégique pour les normes de restauration qui traite les enjeux législatifs et réglementaires liés aux défis environnementaux que sont les mines orphelines ou abandonnées, notamment la réalisation de travaux en collaboration avec toute une gamme d'organismes environnementaux, y compris le Conseil canadien des ministres de l'environnement;
 2. la création d'ententes intergouvernementales de partage des coûts afin de restaurer les sites prioritaires, ce qui représentera la première grande étape de la mise en oeuvre de toute une gamme d'instruments de financement visant à traiter la question;
 3. la formulation de lignes directrices pour l'examen des lois des diverses administrations, pour ce qui est de la collaboration, de la responsabilité et du financement, afin de s'assurer que les approches sont :
 - ▶ compatibles (p. ex. reconnaissent aux participants des droits et des responsabilités similaires; définissent de la même façon les expressions et mots clés : mine orpheline, mine abandonnée, restauration, remise en état, bénévole, etc.; utilisent des normes de restauration volontaire cohérentes);
 - ▶ prévisibles, transparentes et concertées (p. ex. pour inciter les administrations à adopter une méthode de délivrance des permis à guichet unique);
 - ▶ efficaces (p. ex. en simplifiant les processus d'approbation, et de délivrance des permis et des licences);
 4. le délai de six mois pour l'exécution du processus d'évaluation pour chaque administration et le délai de trois mois pour la consolidation des résultats par le Comité national de consultation;
 5. l'établissement de lignes directrices pour la facilitation et la coordination de la restauration volontaire;
 6. l'évaluation des normes d'inventaire qui permettront de mettre en place une capacité pancanadienne de dresser un inventaire;
 7. l'établissement de lignes directrices pour l'évaluation et la priorisation des sites.

ANNEXE 1

Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées – Cadre d'action

PRINCIPES DIRECTEURS

L'une des pierres angulaires du Cadre d'action doit être l'engagement des ministres des Mines de faire en sorte que toutes les administrations oeuvrent à l'homogénéité des approches législatives et réglementaires ainsi qu'à l'adoption d'instruments de financement et de pratiques appropriés, en vue de favoriser le recours à des mesures de restauration qui sont claires, prévisibles, concertées et efficaces. En élaborant le Cadre d'action, le Comité de consultation et les groupes de travail se guident sur les principes énoncés ci-après.

- Les sites miniers orphelins ou abandonnés constituent un grave problème à travers le Canada et ce problème doit être traité d'une façon concertée, coopérative, transparente et efficace. Bon nombre de ces sites sont une source de préoccupations dans les domaines de l'environnement, de la santé, de la sécurité et de l'économie, pour les collectivités locales, l'industrie minière, les organismes de défense de l'environnement et de conservation, les peuples autochtones et les gouvernements.
- Les travaux du Comité de consultation et des groupes de travail doivent respecter les droits existants – issus de traités – des peuples autochtones (article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*). De plus, les politiques de consultation, les règlements administratifs, les codes, etc. des Premières nations doivent être pris en compte dans la mesure où ils s'appliquent à la situation.
- Il y a lieu de faire l'analyse critique des lois, des politiques et des pratiques en place dans toutes les administrations, afin de promouvoir la prise de mesures concertées, efficaces, homogènes et transparentes par les gouvernements, les collectivités, les organismes à but lucratif et les bénévoles, dans le but de réduire ou d'éliminer les répercussions d'ordre humain, environnemental et social des mines orphelines ou abandonnées.
- À elle seule, l'action volontaire ne pourra venir à bout des répercussions d'ordre humain, environnemental et social des mines orphelines ou abandonnées. On doit examiner et utiliser d'autres instruments.
- Le Cadre d'action doit être réaliste et axé sur les résultats. De plus, il doit tenir compte des objectifs communs; reconnaître les droits et les responsabilités de toutes les parties intéressées, notamment le public; répondre aux besoins en matière d'approches réglementaires et législatives FPT concertées et en matière d'engagements financiers appropriés; englober des partenariats entre l'industrie et le gouvernement.

RECOMMANDATIONS ET LIGNES DIRECTRICES DES GROUPES DE TRAVAIL

Obstacles législatifs et institutionnels à la collaboration

Principe général :

- La législation FPT pertinente (lois et règlements) et les pratiques connexes (comme les processus de délivrance des permis et des licences et les processus d'approbation) favorisent une restauration volontaire de la part des individus, des sociétés à but lucratif et des organismes, de manière que des fonds, du savoir, des équipements et (ou) du temps sont consacrés à la réduction ou à l'élimination des répercussions d'ordre humain, environnemental et social de certains sites miniers orphelins ou abandonnés.

Mesures recommandées :

- La législation FPT pertinente et les pratiques connexes devraient être examinées et évaluées le plus tôt possible par les autorités FPT compétentes. Au besoin, des mesures devraient être prises pour que des lois soient modifiées ou pour que des lois nouvelles soient rédigées afin de promouvoir la restauration volontaire, bien que ce processus puisse nécessiter beaucoup de temps.
- Le Comité de consultation devrait faciliter la coordination générale et la consolidation des résultats des examens et des évaluations faits par les diverses administrations afin de s'assurer que la législation FPT est :
 - compatible (p. ex. reconnaît aux participants des droits et des responsabilités similaires; définit de la même façon les expressions et mots clés : mine orpheline, mine abandonnée, restauration, remise en état, bénévole, etc.; utilise des normes de restauration volontaire cohérentes);
 - prévisible, transparente et concertée (p. ex. pour promouvoir une méthode de délivrance des permis à guichet unique);
 - efficace (p. ex. en simplifiant les processus d'approbation, et de délivrance des permis et des licences).
- Le processus d'évaluation pour chaque administration devrait nécessiter au plus *six mois* et la consolidation des résultats du processus par le Comité de consultation devrait prendre au plus *trois mois*.

Lignes directrices pour l'examen de la réglementation :

- La législation et les programmes favorisant la restauration volontaire doivent adhérer aux principes énoncés ci-après.

1. Le niveau d'effort injecté dans tous les aspects des activités de restauration volontaires, notamment la planification, les approbations, la surveillance, les rapports, la documentation et la consultation du public, tient compte de la complexité du site.
2. Des plans sont fournis à l'organisme de réglementation compétent, pour toutes les activités de restauration volontaires. Au besoin, un avis est donné à la collectivité et les commentaires sont reçus durant une période prédéterminée, avant que les travaux commencent.
3. Un organisme de réglementation compétent effectue une évaluation préliminaire afin d'assurer que les auteurs des activités de restauration volontaires sont assez qualifiés, responsables et renseignés pour pouvoir exécuter au complet le plan approuvé de restauration volontaire.
4. La législation et les programmes traitent les questions d'indemnisation et de responsabilité. Il appartient au Comité de consultation de clarifier les questions et les options ayant trait à l'indemnisation et à la responsabilité.
5. La législation et les programmes prévoient des méthodes de surveillance et l'application de celles-ci par les organismes de réglementation compétents.
6. Les participants aux activités de restauration volontaires documentent toutes les activités exécutées et produisent des rapports au sujet de ces activités.

Méthodes de financement

Principes généraux :

- Le mécanisme de financement est fondé sur ces principes : pollueur/bénéficiaire payeurs; équité; ouverture, accessibilité et participation; développement durable.
- L'efficacité des mécanismes de financement est évaluée au moyen des critères suivants : capacité de produire des revenus; simplicité administrative; impact économique; capacité d'être appliqués à des sites orphelins existants et futurs; capacité de décourager la contamination future du site; intervention en cas d'urgence; perception du public.
- Les entités administratives font appel à l'expertise des ministères chargés des mines et de l'environnement ainsi qu'à l'expertise de l'industrie.
- Les processus décisionnels prévoient la participation du public, une surveillance et une responsabilisation et sont exempts de conflits d'intérêts.
- Les régimes de financement visent à éliminer en grande partie l'accumulation de mines orphelines ou abandonnées dans la province ou le territoire.

- Aucune méthode de financement ne constitue à elle seule une solution complète; il y a lieu d'avoir recours à plusieurs des méthodes suivantes :
 - financement gouvernemental à même les recettes générales provenant d'un seul ordre de gouvernement;
 - ententes de partage des coûts financées à même les recettes générales par les gouvernements fédéral et provincial (ou fédéral et territorial), au besoin;
 - prélèvement de droits sur la production de l'industrie minière;
 - partenariats entre le gouvernement et l'industrie;
 - réaffectation par le gouvernement d'une partie des recettes tirées des impôts miniers existants et réduction des incitatifs déjà offerts à l'industrie minière, pour affecter les sommes ainsi libérées au nettoyage des sites miniers orphelins ou abandonnés;
 - intérêts sur les fonds, amendes et sanctions administratives imposés à l'industrie minière, dons d'individus ou d'autres parties, etc.
- La mesure dans laquelle il faut réformer la législation est fonction de la méthode de financement. Le recours aux recettes générales pour financer un programme est la méthode qui requiert le moins de changements législatifs, alors que le prélèvement de droits sur la production de l'industrie et l'établissement de fonds particuliers pourraient nécessiter une importante réforme de la législation.

Mesures recommandées :

- Un fonds devrait être établi dans le cadre d'ententes intergouvernementales de partage des coûts pour restaurer les sites prioritaires. Cela représenterait la première étape importante de la mise en oeuvre d'une vaste gamme de mécanismes de financement visant à traiter la question et cela peut être réalisé sans grande modification de la législation. Cette initiative pourrait être lancée au moyen d'une contribution immédiate de fonds fédéraux auxquels s'ajouteraient, dans la mesure du possible, un montant égal de fonds provinciaux et territoriaux.
- Les autorités compétentes devraient examiner la législation FPT et les pratiques connexes dans le but de modifier la politique existante et, au besoin, de réviser la législation ou de promulguer de nouvelles lois pour adopter et mettre en oeuvre un régime de financement de portée générale pour le nettoyage des sites miniers orphelins ou abandonnés situés sur les terres relevant de leur compétence.

Lignes directrices pour l'examen de la réglementation :

L'établissement d'un régime de financement doit tenir compte des lignes directrices et des options énoncées ci-après.

1. Le régime de financement adopté dans chaque administration inclut l'établissement d'un Fonds de nettoyage des sites miniers orphelins ou abandonnés (Fonds de nettoyage) auquel sont versés annuellement des recettes générales du gouvernement, les droits prélevés auprès de l'industrie et d'autres sommes.

2. L'affectation financière annuelle minimale du gouvernement et la période à laquelle s'applique ce niveau d'affectation sont précisées.
3. Le droit annuel ou la gamme des droits prélevés auprès de chaque société minière, de chaque secteur de l'industrie minière ou de chaque catégorie à l'intérieur des secteurs, à titre de coût attribuable à ses activités dans la province ou le territoire, et la période à laquelle s'applique ce niveau de contribution sont précisés.
4. Les fondements des partenariats entre le gouvernement et l'industrie et quels effets ces partenariats auront sur le droit annuel noté en 3. et sur les mesures fiscales et les incitatifs mentionnés en 5. sont précisés.
5. Les lois fiscales provinciales et fédérales sont modifiées de manière à définir : 1) le montant des recettes tirées des impôts miniers qui est versé chaque année dans le Fonds de nettoyage et 2) le montant de la réduction des incitatifs déjà offerts à l'industrie minière qui est versé chaque année dans le Fonds de nettoyage.
6. Les lois promulguées pour faciliter la restauration des sites miniers orphelins ou abandonnés :
 - ▶ énoncent les objectifs des régimes de financement établis;
 - ▶ précisent quelles terres et quelles étendues d'eau sont visées par les travaux de nettoyage;
 - ▶ nomment l'entité qui administre le régime de financement – les auteurs consultés recommandent que cette entité soit un ministère ou un organisme gouvernemental spécialement créé par la loi établissant le régime de financement;
 - ▶ autorisent la promulgation de règles et de règlements portant sur des questions liées à l'administration du régime de financement;
 - ▶ établissent les priorités en vertu desquelles le régime de financement est utilisé.
7. En concomitance avec l'établissement d'un régime de financement, le processus de nettoyage des sites miniers orphelins ou abandonnés est facilité par des mesures visant à éliminer les obstacles et à favoriser la participation de la collectivité.

Collecte de l'information

- La principale activité a consisté à parvenir à un consensus sur les définitions et à formuler des recommandations à l'égard des travaux futurs. Les provinces et les territoires définissent différemment les sites orphelins ou abandonnés et le Groupe de travail a réalisé que l'INMOA doit disposer d'une définition « nationale » pour que l'inventaire national soit une réussite.
- Pour éviter les définitions complexes et longues, le Groupe de travail propose une structure à deux niveaux pour définir les mines abandonnées et les sites minéraux connexes, soit une définition globale, générale ou générique, pour les sites minéraux abandonnés ou orphelins et une série de définitions pour les sites minéraux particuliers.

- On aura besoin d'un ensemble de « paramètres communs » et de qualificatifs pour concevoir et construire une base de données (ou des liens parmi les bases de données existantes) sur les sites minéraux abandonnés ou orphelins qui sera adéquate. Les paramètres généraux comprendront de l'information de base, comme le type de mine et l'emplacement de la mine. Des paramètres particuliers qualifieront les sites (risques qu'ils présentent, etc.).

Mesures recommandées :

- Un contrat devrait être passé avec un consultant pour qu'il résume l'information reçue de chaque administration, obtienne un consensus au sujet des définitions « nationales » et dresse la liste des paramètres nécessaires à l'inventaire national.
- Une proposition de portail « à guichet unique » donnant accès aux bases de données disponibles devrait être formulée.
- Des lignes directrices devraient être rédigées aux fins de l'évaluation et de la priorisation des risques.

CADRE D'ACTION

Les éléments clés du Cadre d'action sont résumés au tableau 1. La mise en oeuvre du Cadre d'action et l'élaboration des lignes directrices connexes seront surveillées par le Comité de consultation. Les travaux permanents des groupes de travail seront axés sur la prestation d'aide et d'assistance aux administrations dans le contexte de leurs examens, particulièrement quant à la responsabilité, aux méthodes de financement et à l'établissement de l'inventaire.

Activités et délais

1. Élaboration d'un cadre stratégique pour les normes de restauration qui traite les enjeux législatifs et réglementaires liés aux défis environnementaux que sont les mines orphelines ou abandonnées, notamment réalisation de travaux en collaboration avec toute une gamme d'organismes environnementaux, y compris le Conseil canadien des ministres de l'environnement.

Délai : 1 an – rapport à la Conférence des ministres des Mines de 2004
Responsabilité : INMOA et (ou) un autre comité intergouvernemental de niveau supérieur pour entamer les discussions

2. Conclusion d'ententes intergouvernementales de partage des coûts afin de restaurer les sites prioritaires, ce qui représentera la première grande étape de la mise en oeuvre de toute une gamme d'instruments de financement pour traiter la question.

Délai : 1 an (pour l'élaboration du programme) – rapport à la Conférence des ministres des Mines de 2004 – financement en place en 2005-2006
Responsabilité : INMOA/GTIGIM et (ou) un autre comité intergouvernemental de niveau supérieur pour entamer les discussions

3. Formulation de lignes directrices pour l'examen des lois des diverses administrations, pour ce qui est de la collaboration, de la responsabilité et du financement, afin de s'assurer que les lois des diverses administrations sont :

- ▶ compatibles (p. ex. reconnaissent aux participants des droits et des responsabilités similaires; définissent de la même façon les expressions et mots clés : mine orpheline, mine abandonnée, restauration, remise en état, bénévole, etc.; utilisent des normes de restauration volontaire cohérentes);
- ▶ prévisibles, transparentes et concertées (p. ex. pour promouvoir une méthode de délivrance des permis à guichet unique);
- ▶ efficaces (p. ex. en simplifiant les processus d'approbation, et de délivrance des permis et des licences).

Délai : Le processus d'évaluation pour chaque administration devrait nécessiter au plus six mois et la consolidation des résultats du processus par le Comité de consultation devrait prendre au plus trois mois

Responsabilité : les diverses administrations, avec l'aide de l'INMOA

4. Établissement de lignes directrices pour la facilitation et la coordination de la restauration volontaire.

Délai : de 1 an à 18 mois; soumises à la Conférence des ministres des Mines de 2005

Responsabilité : INMOA

5. Établissement de lignes directrices pour l'évaluation et la priorisation des sites.

Délai : de 1 an à 18 mois; soumises à la Conférence des ministres des Mines de 2005

Responsabilité : INMOA

6. Mise en oeuvre d'un cadre législatif/stratégique après l'examen des lois (point 3).

Délai : après l'examen des lois, de 2005 à la Conférence des ministres des Mines de 2006

Responsabilité : les diverses administrations

7. Élaboration de processus/mécanismes permanents de transfert de la technologie et de recours aux pratiques exemplaires.

Délai : lancement du site Web – septembre 2003

ateliers annuels – 2005-2007+

Responsabilité : INMOA

BESOINS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

L'actuel mode de financement de l'INMOA est résumé ci-après. Les membres du Comité de consultation participent sur une base volontaire. L'INMOA a jusqu'à maintenant été financée grâce aux contributions annuelles des organismes du gouvernement et de l'industrie qui y participent.

Organismes provinciaux/territoriaux chargés des mines ou de l'environnement @ 5 000 \$	60 000,00 \$
Ministères fédéraux (RNCan, EC, AINC) @ 5 000 \$	15 000,00 \$
Association minière du Canada	30 000,00 \$
Association des prospecteurs et entrepreneurs du Canada	<u>5 000,00 \$</u>
Total annuel	110 000,00 \$

On prévoit que les besoins en financement seront incrémentiels à mesure que progressera la mise en oeuvre de l'INMOA. L'élaboration d'une série de lignes directrices au cours des deux prochaines années nécessitera l'aide de consultants de l'extérieur pour mettre en oeuvre des processus multipartites afin d'atteindre les objectifs de l'INMOA. De plus, l'INMOA a besoin de calendriers de réunion améliorés pour élaborer les cadres stratégiques nécessaires au traitement des normes de restauration et pour définir une approche FPT en vue du financement du partenariat. Le gros de cette activité se déroulera en 2004-2005 et en 2005-2006. En se basant sur le mode de financement actuel, l'INMOA peut s'attendre à recevoir ces contributions des organismes participants au cours des deux prochaines années :

	2004	2005
Organismes provinciaux/territoriaux chargés des mines ou de l'environnement @ 15 000 \$	180 000,00 \$	180 000,00 \$
Ministères fédéraux (RNCan, EC, AINC) @ 15 000 \$	45 000,00 \$	45 000,00 \$
Association minière du Canada	90 000,00 \$	90 000,00 \$
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	<u>15 000,00 \$</u>	<u>15 000,00 \$</u>
Total annuel	330 000,00 \$	330 000,00 \$

Les fonds pour les années ultérieures seront grandement réduits, étant donné l'appui requis pour le maintien du site Web, pour l'administration et pour les ateliers annuels. En se basant sur le mode de financement actuel, on prévoit que l'INMOA devra recevoir ces contributions des organismes participants :

	2006	2007
Organismes provinciaux/territoriaux chargés des mines ou de l'environnement @ 2 500 \$	30 000,00 \$	30 000,00 \$
Ministères fédéraux (RNCan, EC, AINC) @ 2 500 \$	7 500,00 \$	7 500,00 \$
Association minière du Canada	15 000,00 \$	15 000,00 \$
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs	<u>2 500,00 \$</u>	<u>2 500,00 \$</u>
Total annuel	55 000,00 \$	55 000,00 \$

ANNEXE 1 : Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées - Cadre d'action - TABLEAU 1								
Tâche/activité/étape	2000*	2001*	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*	2007*
Conférence des ministres des Mines de 2000	X							
Atelier de Winnipeg		X						
Conférence des ministres des Mines de 2001		X						
Première réunion de l'INMOA			X					
<i>Groupe de travail sur la collecte de l'information</i>								
Définitions					→			
Normes d'inventaire					- - - - - →			
Charger les bases de données							- - - - - →	
<i>Participation des collectivités</i>								
Études de cas				→				
Leçons apprises					→			
<i>Obstacles législatifs</i>								
Examen/aperçu de la législation				→				
Atelier/rapport sur les OLIC					→			
Lignes directrices pour l'examen par les administrations					- - - - - →			
Approches des administrations pour la restauration volontaire							- - - - - →	
<i>Méthodes de financement</i>								
Rapport sur les modèles de financement					→			
Lignes directrices pour l'examen par les administrations					- - - - - →			
Méthodes de financement des administrations							- - - - - →	
<i>Cadre d'action pour les MOA</i>								
Cadre stratégique pour les études sur la restauration (avec le CCME)					- - - - - →			
Cadre stratégique pour les partenariats fédéraux/provinciaux/territoriaux					- - - - - →			
Lignes directrices pour la facilitation et la coordination de la restauration volontaire					- - - - - →			
Lignes directrices pour l'évaluation des sites					- - - - - →			
Lignes directrices pour la priorisation					- - - - - →			
Mise en œuvre du cadre législatif/stratégique							- - - - - →	
Transfert de la technologie - études de cas et meilleures pratiques/approches pour la restauration*							- - - - - →	
<i>Financement</i>								
Comité de consultation (000)		45	110	110	330	330	55	55
Projets de restauration (000 000)								
- - - - - → Responsabilité des administrations								
- - - - - → Responsabilité de l'INMOA								
*Ateliers annuels et publication des actes								